

Bujumbura, Burundi, 26 octobre (Infosplusgabon) - Le Burundi abrite depuis jeudi une première grande conférence internationale, celle des femmes leaders, à l'initiative de la Première dame, Denise Bucumi, réussissant ainsi à fissurer l'isolement de son pays sur la scène diplomatique mondiale depuis la crise politique et des droits humains, suite aux élections controversées et émaillées de violences de 2015 dans le pays, de l'avis des commentateurs à Bujumbura.

« Est-elle partie pour succéder à son mari » qui a déjà annoncé son départ du pouvoir au terme des prochaines élections générales de 2020 ? suppose-t-on dans les milieux de l'opposition à Bujumbura, au sujet de la Première dame dont c'est la seconde conférence successive à Bujumbura?

C'est encore elle qui est rentrée triomphalement des Etats-unis, auréolée de trois prix pour ses œuvres caritatives envers les veuves et les orphelins, en marge du 74ème Assemblée générale des Nations unies.

Ce qui est par contre évident, de l'avis des mêmes commentateurs, la Première dame du pays se montre de plus en plus entreprenante sur la scène internationale, pour le grand bien d'une diplomatie burundaise en panne.

La conférence internationale des femmes leaders à Bujumbura est la première en importance depuis l'annulation à la dernière minute du 20ème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements des 19 pays membres du Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), initialement confié au Burundi, avant sa délocalisation en Zambie.

Officiellement, le retrait du sommet avait été justifié par l'insuffisance d'infrastructures d'accueil à Bujumbura, la capitale économique du Burundi.

Le ministère burundais des Affaires étrangères s'était empressé d'envoyer une note de protestation à la COMESA contre une décision « unilatérale et illégale ».

Le contexte était encore marqué par des pressions de la Communauté internationale sur le régime burundais, en tant qu'acteur jugé « clé » dans le déblocage de la crise politique interne par un dialogue « sincère » avec l'opposition.

La conférence internationale des femmes leaders passe pour une « revanche » dans les milieux officiels à Bujumbura, au regard de certains invités de marque qui ont répondu présents.

Parmi eux, la Secrétaire générale adjointe des Nations unies pour l'Afrique, la Guinéenne Bintou Kéita.

Fin août dernier, elle achevait une visite de travail au Burundi sur une note optimiste, « en l'absence de récurrence dans le type de violence qui a éclaté lors des élections de 2015 » au Burundi, à la grande satisfaction des milieux officiels à Bujumbura.

Pour elle, les partenaires et les parties prenantes doivent rallier les efforts du pouvoir burundais dans la consolidation de la paix et la relance du développement socio-économique du pays.

Mme Kéita revenait dans le pays, dix ans après avoir occupé le poste de chef de mission adjointe au Bureau intégré des Nations unies au Burundi (BINUB).

Néanmoins, les rapports récents de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi, Michel Kafando, tranchent avec les déclarations de Mme Kéita, de l'avis des observateurs à Bujumbura.

Pour l'ancien président de la transition au Burkina Faso, « la situation au Burundi demeure fragile, en raison notamment de l'absence de dialogue politique inclusif, mais du fait aussi des difficultés humanitaires, économiques et financières et de menaces sécuritaires ».

Pendant que se tient à Bujumbura la conférence internationale des femmes leaders, une situation sécuritaire confuse a relancé les peurs d'aggravation de la situation, suite à une attaque armée contre le nord-ouest du pays par un simple « groupe de malfaiteurs », selon la version officielle.

D'un autre côté, l'attaque a été revendiquée vertement par l'une des multiples rébellions armées, nées de la crise politique au Burundi : la « Résistance pour l'Etat de droit (RED-Tabara, sauveur), à moins d'un an de nouvelles échéances électorales qui pourraient être compromises par le regain d'insécurité, de l'avis des analystes à Bujumbura.

On rappelle que la Première dame de la République centrafricaine, Tina Marguerite Touadéra, celle du Congo-Brazzaville, Antoinette Sassou-Nguesso, et l'ex-Première Dame de la Tanzanie, Salma Kikwete, participent à la conférence de Bujumbura.

FIN/INFOSPLUSGABON/MPU/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon